

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHONE MODAL SHIFT

104 avenue du Port
ZI Portuaire
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : 2026-Is017TN2
Code AIOT : 0006103182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement RHONE MODAL SHIFT implanté 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 10 septembre 2024 adressé à l'issue du constat de différentes non conformités et en particulier sur les défauts de contrôle d'accès au site alors qu'une installation Seveso Seuil Haut se situe au sein du port.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHONE MODAL SHIFT
- 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société RHONE MODAL SHIFT VIENNE-SUD SALAISE-SABLONS est le nouvel exploitant de l'installation portuaire depuis le 1^{er} juillet 2025, le changement d'exploitant a été déclaré par courrier du 4 juillet 2025. A ce titre, il a repris l'exploitation des trois AIOT situées dans le périmètre du port. Ce changement d'exploitant intervient dans un contexte de mise en demeure qui visait l'ancien exploitant de l'installation, la Chambre de commerce et de l'industrie du Nord Isère.

La société Rhone Modal Shift exploite donc plusieurs installations industrielles au sein du port de Salaise-sur-Sanne qui intègre également une installation exploitée par Engrais Sud Vienne, installation "Seveso Seuil Haut". Cette société est issue d'un consortium entre l'ancien exploitant (Chambre de commerce et de l'industrie du Nord Isère) et l'entreprise Rhenus.

Il est possible de distinguer trois zones exploitées sous la responsabilité de Rhone Modal Shift dans le périmètre du port de Salaise-sur-Sanne :

- La zone Nord (AIOT n°0006103182), dédiée à une activité de stockage de charbon et d'autres activités d'entreposage régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2010 ;
- Le silo du port (AIOT n°1000400046) encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 novembre 1986 ;
- La zone Sud (AIOT n°0100299465), relevant du régime de la déclaration pour deux activités télédéclarées pour lesquelles des preuves de dépôt ont été délivrées à l'exploitant.

La zone Nord, objet de la visite d'inspection relatée dans le présent rapport fait actuellement l'objet d'une mise en demeure, qui a été adressée à l'issue de la visite d'inspection du 3 juillet 2024. L'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 prescrit le respect de plusieurs articles de l'arrêté du 16 novembre 2010 :

- Article 4.2.2 relatif au plan des réseaux (non soldé)
- Article 4.2.4.1 relatif à l'isolement des réseaux (non soldé)
- Article 4.3.4 relatif à l'entretien et à la conduite des installations de traitement (soldé)
- Article 7.2.1.1 relatif au gardiennage et au contrôle des accès (non soldé)
- Article 7.2.5 relatif à la gestion du stock de charbon et à sa surveillance (soldé)

La dernière visite d'inspection d'avril 2025 a permis de lever deux points de la mise en demeure, ils sont précisés ci-dessus.

La visite d'inspection relatée dans le présent rapport traite des autres points qui n'ont pas été soldés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 1 annexe 1	Mise en demeure	3 mois
2	Respect de la mise en demeure, Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, Article 1	DAC et Amende	2 mois
3	Respect de la	AP de Mise en Demeure du	DAC et Amende	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	mise en demeure, sectionnement des réseaux	10/09/2024, Article 1		
5	Respect de la mise en demeure, maîtrise des accès au site	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 1	Astreinte journalière	Démarrage de l'astreinte fixée au 1er octobre

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constat suivante fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejet des effluents, suite de l'inspection d'avril 2024	Article 4.2.4.1 de l'arrêté d'autorisation du 16/11/2010	Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ancien exploitant (la chambre de commerce et de l'industrie du Nord Isère) n'avait pas répondu à l'ensemble des demandes qui lui avaient été adressées. La visite d'inspection a permis de constater que les non-conformités pour lesquelles l'ancien exploitant (qui fait partie du consortium exploitant actuellement l'installation) avait été mis en demeure, n'ont pas encore été levées.

Par ailleurs une exploitation sans titre d'un entreposage de déchets non dangereux, des mâchefers (résidus d'incinération) destinés à un usage en valorisation ferroviaire selon l'exploitant a été constatée.

L'inspection est amenée à proposer à madame la Préfète de mettre en demeure le nouvel exploitant de régulariser cette situation et de lui adresser des sanctions administratives compte tenu du fait que l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 n'est pas respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article article 1 annexe 1

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Article 1 :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère, dont le siège social est situé 2 place Saint Pierre CS 50209 38217 Vienne cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités reprises dans le tableau ci-annexé sur son site implanté 104 avenue du port à SALAISE SUR SANNE.

Annexe 1 : Tableau des activités-Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère sur Salaise-sur-Sanne

Rubriques	Nature des activités	Volume des activités	Classement
1520-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	50 000 tonnes	A
2515-1-b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, criblage, pulvérisation, concassage, ensachage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	300 kW	E

	ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2, la puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW		
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	7000 m ³	A

Demande d'action corrective adressée au constat n°1 du rapport d'inspection du 15/05/2025 :

L'activité de stockage de plaquettes forestière exercée dans la partie Nord du port classée sous la rubrique n°1532 et télédéclarée en juin 2023 doit faire l'objet d'un porter à connaissance dans un délai de **2 mois** auprès du préfet. Cette activité constitue une modification des conditions d'exploitation et doit être traitée comme une modification de l'autorisation environnementale de l'installation autorisée. Les éléments du porter à connaissance devront en particulier :

- présenter la modification en fournissant des éléments d'informations sur le caractère substantiel ou notable de la modification au sens du Code de l'environnement,
- présenter l'activité (zone d'entreposage, les mouvements, le type de bois stocké etc...)
- préciser le volume susceptible d'être présent sur l'installation,
- confirmer le classement ICPE de l'activité sous la rubrique 1532,
- présenter les éventuelles demandes d'aménagement de prescriptions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 si le classement de l'activité sous la rubrique 1532 est confirmé, ou de tout autre arrêté ministériel applicable,
- fournir les éléments permettant à l'inspection de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2016 ,

- fournir des éléments d'informations sur la modification des impacts du site lié à l'ajout de cette activité (notamment gestion des eaux pluviales).

L'exploitant réalisera des procédures de télédéclarations pour les activités exercées dans la partie Sud de l'installation, en veillant à utiliser un numéro d'AIOT propre à cette partie de l'installation, distinct des numéros d'AIOT de la partie Nord et du Silo. Il effectuera notamment une télédéclaration pour l'activité de stockage de rondins/grumes de bois, pour l'activité de stockage de déchets de cartons et pour l'activité de stockage de coke dès lors qu'elles dépassent ou sont susceptibles de dépasser les seuils du régime de la déclaration associées aux rubriques ICPE n°1532, 2714 et 4801.

Constats :

Un changement d'exploitant a eu lieu le 1^{er} juillet, un courrier relatif à ce changement d'exploitant a été adressé le 4 juillet à l'inspection.

L'ancien exploitant avait signalé avoir pris connaissance du rapport d'inspection du 15 mai 2025 le 22 juillet seulement, bien que le rapport ait été envoyé au contact habituel de l'installation. Une échéance avait alors été fixée au 15 septembre pour l'exécution de l'ensemble des demandes d'action corrective adressées à l'issue de l'inspection.

Concernant la régularisation administrative de l'activité d'entreposage de plaquettes forestière exercée dans la partie Nord du port classée sous la rubrique n°1532, un porter-à-connaissance a été transmis à l'inspection le 15 septembre 2025, ne présentant pas de demande de dérogation aux prescriptions générales applicables aux installations classées sous la rubrique n°1532.

Concernant les télé-déclarations effectuées pour la partie sud, l'exploitant en a effectuée une concernant l'activité d'entreposage de rondins de bois (rubrique 1532) pour un volume de 8000 m³ et une seconde concernant un entreposage de balles de déchets de cartons (rubrique 2714) pour un volume de 800 m³. Les deux déclarations sont rattachées à l'AIOT unique n°0100299465 et sont distinctes du n° d'AIOT du silo.

L'exploitant a répondu aux demandes d'actions correctives adressées lors de la dernière visite d'inspection du site.

L'activité d'entreposage de charbon est toujours exercée et reste minime par rapport aux seuils mentionnés dans l'arrêté, comme lors des deux dernières visites du site. L'exploitant pense qu'il ne sera pas amené à entreposer plus de 1 500 t sur le site et qu'au plus 15 000 t transiteront sur l'installation au cours d'une année. Il indiquait par ailleurs une diminution de ce stock dans son porter à connaissance relatif à l'activité d'entreposage de plaquettes forestières et indiquait un abaissement à 15 000 t de cette activité. Un broyeur mobile est toujours présent dans la zone dédiée à l'entreposage du charbon.

L'inspection constate la présence d'un stock de mâchefer dans la partie Nord-Ouest, (à proximité du stock de déchets de pneumatiques) qui n'a pas été porté à la connaissance de l'administration. L'exploitant a indiqué que le stock était actuellement de 7000 t et que ce stock pourrait atteindre 13 000 t ou 20 000 t le temps de la réalisation de travaux ferroviaires à proximité de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le porter à connaissance relatif à l'entreposage des plaquettes forestières sera traité dans le cadre d'une procédure sans enquête publique, elle pourra donner lieu à des prescriptions préfectorales complémentaires. **Dans l'attente, l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations classées sous la rubrique n°1532 suivant le régime de la déclaration, s'applique.**

Concernant l'activité d'entreposage de mâchefers, le stock présent dépasse le seuil de l'enregistrement de la rubrique ICPE n°2716 qui est fixé à 1 000 m³. Cette situation constitue un manquement à l'article R.181-46 du code de l'environnement, imposant de porter à la connaissance de la Préfète toute modification notable.

L'exploitant n'est pas autorisé à gérer ces déchets.

L'inspection propose à madame la Préfète de le mettre en demeure afin qu'il régularise sa situation et de lui prescrire un certain nombre de mesures permettant de garantir une gestion appropriée de ces déchets :

- respect de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 applicable aux installations relevant de la rubrique n°2716 ;
- réalisation d'une surveillance des rejets d'eaux de ruissellements ;
- fourniture des justificatifs sur l'adéquation des déchets entreposés dans son installation avec l'opération de valorisation qui est projetée, notamment par rapport aux critères définis par l'arrêté du 18 novembre 2011 ;
- fourniture des justificatifs sur la caractérisation des lots de mâchefers réceptionnés , notamment en termes de résultats d'analyse par rapport aux valeurs limites définies dans l'arrêté du 18 novembre 2011 ;
- fourniture des justificatifs-sur la traçabilité des déchets de mâchefers, tels qu'ils sont exigés par l'arrêté du 18 novembre 2011 ;

Dans l'attente de la transmission de ces éléments, il est proposé d'interdire toute nouvelle réception de mâchefers et toute valorisation des mâchefers stockés sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

N° 2 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, Article 1

Thème(s) : Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
-les secteurs collectés et les réseaux associés
-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
-les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Demande d'action corrective adressée au constat n°2 du rapport d'inspection du 15/05/2025 :

Le point de la mise en demeure relative au respect de l'article 4.2.2. n'est pas respectée vu les écarts constatés. En effet, le plan n'est pas daté, la légende est incomplète, un réseau d'eaux pluviales doit être requalifié comme réseau d'effluents industriels et le prélèvement d'eaux souterraines n'est pas mentionné sur le plan. **Dans un délai de deux mois**, l'exploitant se mettra en conformité avec cette prescription et il transmettra à l'inspection un plan des réseaux satisfaisant les exigences de l'article 4.2.2. de l'arrêté d'autorisation de l'installation.

L'inspection note que l'arrêté d'autorisation du site devrait être modifié pour présenter le point de rejet du réseau de collecte associé au silo et aux activités d'entreposage. L'inspection note aussi que les effluents rejetés au point de rejet n°2 devraient être requalifiés dans l'arrêté d'autorisation.

Constats :

L'exploitant avait transmis le 15 septembre 2025 à l'inspection un bon de commande relatif à l'établissement d'un plan des réseaux d'eaux pluviales approuvé le 11 août 2025. Il a transmis par la suite le plan des réseaux le 13 octobre avec un plan topographique du site.

L'inspection a pris connaissance d'une nouvelle version du plan, datée du 8 janvier 2026, qui est le résultat d'un travail de détection des réseaux secs menés de novembre à décembre 2025. Une société spécialisée est venue réaliser des mesures sur le terrain afin d'élaborer ce plan complet. La nouvelle version est datée et présente différents réseaux (électrique, eaux pluviales, eaux sanitaires...).

L'inspection remarque que cette nouvelle version n'est toujours pas munie d'une légende et que le réseau de collecte de la zone nord devrait être qualifié de réseau de collecte d'effluents pollués et pas de réseau de collecte d'eaux pluviales.

De plus, l'inspection lui avait fait remarquer dans son rapport du 15 mai 2025 :

L'arrêté d'autorisation mentionne une autorisation de prélèvement d'eau souterraine mais le plan des réseaux présenté n'identifie pas de forage et la légende du plan se limite aux réseaux et devrait donc être complété (les regards ne sont pas représentés sur la légende exemple).

Le plan présenté ne présente toujours pas ce forage et l'inspection a remarqué le long du quai de la partie Nord, deux regards situés au Nord du point de rejet situé à proximité du silo, qui ne sont pas représentés sur la nouvelle version du 8 janvier du plan des réseaux. **Le plan est visiblement incomplet.**

La vanne guillotine associée au bassin de décantation apparaît, comme cela était exigé au constat n°3 de l'inspection du 15/05/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a consolidé sa connaissance du réseau et a obtenue une version actualisée de son plan des réseaux, mais il ne répond pas à l'ensemble des exigences réglementaires. **L'APMD n'est pas respecté sur ce point.**

Une amende administrative d'un montant de 2500 € sera adressée à l'exploitant pour le constat de ce manquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective et amende

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article Article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Demande d'action corrective adressée au constat n°3 du rapport d'inspection du 15/05/2025 :

*Le point de la mise en demeure sur le respect de l'article 4.2.4.1 n'est pas respecté, l'exploitant doit réaliser le nécessaire afin que le second réseau de l'installation puisse être isolé, **il devra satisfaire cette prescription dans un délai de 6 mois.***

[...]

*De plus, le document de consignes présenté « MODALITES D'INTERVENTION ET D'ENTRETIEN SECURITE POUR LE PERSONNEL / CHARBON » doit être complété, l'exploitant y fera figurer un plan indiquant le lieu d'utilisation de la vanne et l'emplacement de la vanne servant à l'isolement du premier réseau de collecte **dans un délai de deux mois.***

La vanne devra également être indiquée sur le plan des réseaux qui sera mis à jour.

Constats :

Un système de vanne guillotine a été mis en place sur le point de rejet situé à côté du silo. Le bon de commande relatif à cette opération avait été transmis le 15 septembre 2025 et des photos de l'opération réalisée avaient été envoyées en novembre 2025.

L'inspection a pu examiner le dispositif de fermeture de la vanne guillotine, une clef est nécessaire

pour la manœuvrer et cette dernière est gardée à l'accueil du site.

Le document de consignes « INST 11 Instruction intervention charbon » **ne présente pas encore de consignes à propos de cette nouvelle vanne. Ce point est non conforme.**

Concernant le point de rejet associé au bassin de décantation de la zone charbon, la clef nécessaire à la manipulation de la vanne guillotine du rejet était présente à proximité immédiate. Le document de consigne indique que la zone charbon doit être isolée en allant fermer la vanne guillotine équipant le bassin de décantation. Le document de consigne **ne présente pas l'emplacement de la clef**, ce point doit être corrigé et le document doit présenter des consignes relatives aux périodes non ouvrées.

Les consignes relatives à la manipulation des vannes sont insuffisantes pour pouvoir considérer qu'elles sont actionnables en toutes circonstances, **la prescription 4.2.4.1 pour laquelle l'exploitant est mis en demeure, n'est toujours pas satisfaite.**

A noter que la responsabilité des manœuvres revient à l'exploitant et non pas au SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des vannes de sectionnement des réseaux qui doivent pouvoir être actionnées en toutes circonstances, y compris en œuvre non ouvrées.

Une amende administrative d'un montant de 2500€ sera adressée à l'exploitant pour le constat de ce manquement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende et demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion des effluents aqueux

Référence réglementaire : Article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010

Thème(s) : Gestion des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Demande d'action corrective adressée au constat n°3 du rapport d'inspection du 15/05/2025 :

[...]

Le second point de rejet se situe dans le périmètre de l'AIOT n°0006103182 et doit être encadré tel quel. Il devra figurer dans l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010 (à modifier), qui devrait également préciser ses caractéristiques et modalités de surveillance. **Dans un délai de deux mois, l'exploitant devra se positionner sur l'applicabilité des valeurs limites d'émissions applicables à ce point de rejet, il transmettra à cette fin les éléments suivants à l'inspection :**

- la nature des effluents rejetés au second point de rejet (eaux pluviales, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, effluents industriels) et leurs caractéristiques (paramètres, concentration et flux maximaux rejetés) ;
- son positionnement vis-à-vis de l'applicabilité des valeurs limites d'émissions relatives aux

effluents aqueux, à son second point de rejet, présentés dans son arrêté préfectoral d'autorisation, dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et dans tout autre arrêté ministériel sectoriel pertinent (comme l'arrêté du 6 juin 2018 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714).

[...]

Constats :

L'exploitant a adressé à l'inspection des éléments de réponse le 15/09/2025 sur le point de rejet à proximité du silo en concluant à la conformité générale des rejets pluviaux avec les seuils de références. Ces seuils de référence ne sont pas précisés dans les éléments de réponse et l'exploitant se fonde sur des éléments de littératures relatifs aux remblais réalisés à partir de déchets de pneumatiques.

L'inspection a indiqué à l'exploitant que les éléments de littérature cités dans ses éléments de réponse n'étaient pas pertinents car non transposables à son installation.

De plus, il apparaît que les effluents rejetés à proximité du silo ne sont pas des eaux ruisselant sur le stock de déchets de pneumatiques.

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses et ne s'est pas positionné sur l'application des valeurs limites des arrêtés ministériels généraux comme cela été demandé à l'issue de la dernière visite d'inspection. Il a cependant pu être constaté, à l'aide de la nouvelle version du plan des réseaux et lors de la visite de site, que les effluents rejetés à proximité du silo sont a minima:

- les eaux pluviales collectées au niveau de la zone d'entreposage des plaquettes forestières,
- une partie des eaux de voiries du site,
- une partie des eaux de toiture du silo.

Les effluents rejetés sont des eaux pluviales et des eaux de voiries et le point de rejet est équipé d'un séparateur hydrocarbure qui est adapté pour traiter les eaux de voiries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point de rejet situé à côté du silo sera encadré comme un point de rejet d'eaux pluviales et d'eaux de voiries par un arrêté préfectoral complémentaire, les modalités de surveillance seront définies dans cet arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire à venir

N° 5 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 1

Thème(s) : Autre, Maîtrise de l'accès au site

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 septembre 2024 dispose que l'exploitant doit respecter l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 :

*Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.
L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.*

Constats :

L'exploitant a envoyé à l'inspection un devis émis par la société CLOSSUR de 36 000 € relatif à la pose de barrières et de clôture sur son site. L'exploitant avait informé l'inspection qu'il attendait d'ultimes éléments pour valider ce devis, le 13/10/2025, en expliquant qu'une modification serait réalisée en parallèle sur les moyens de pesage à l'entrée du site. L'exploitant avait indiqué à l'inspection que l'aménageur Inspira avec qui il a signé une charte, lui prescrivait des obligations quant aux modalités de mise en place des barrières le 28/11/2025. L'inspection a confirmé à l'exploitant qu'elle n'avait pas d'avis sur le sujet tant que les prescriptions relatives aux ICPE sont respectées.

Le jour de l'inspection, la situation était identique à celle constatée lors de la dernière visite d'inspection.

L'exploitant lui a confirmé sa volonté de mise en conformité, notamment parce qu'il souhaite faire du port un entrepôt sous douane, ce qui lui impose de disposer d'un site clôturé et dont il maîtrise l'accès. Compte tenu de ce projet, du montant du devis adressé et d'autres travaux envisagés, l'exploitant a revu le planning associé à cette action.

L'exploitant a indiqué courant février qu'une consultation d'entreprises serait lancée pour obtenir d'autres devis sur la réalisation de 800 m de clôture, de portails automatisés au niveau des voies ferrées parcourant le site et de barrières levantes au niveau du portail principal. Avec le délai de fournitures, l'exploitant lancerait les travaux au cours de l'été avec une réception en septembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera rendu redevable d'une astreinte administrative démarrant à l'issue de la date prévisionnelle de fin des travaux soit le 1^{er} octobre. A compter de cette date, si les travaux n'ont pas été réalisés, l'astreinte journalière permettra d'atteindre le montant prévisionnel des travaux sous trente jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte journalière